

Un nouvel accent sur L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'énergie nucléaire parmi les choix qui s'offrent à l'Union européenne élargie

Cinq des dix pays qui ont rejoint l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 – la République tchèque, la Hongrie, la Lituanie, la Slovaquie et la Slovénie – utilisent l'énergie nucléaire pour satisfaire, d'après les banques de données de l'AIEA, au moins un quart de leurs besoins en électricité.

Au total, ces pays comptent 19 réacteurs en exploitation. Désormais, 13 des 25 États Membres de l'Union européenne produisent de l'électricité à l'aide du nucléaire et le nombre total de réacteurs en exploitation y dépasse les 150.

République tchèque

Six centrales nucléaires sont en exploitation : deux à Temelin et quatre à Dukovany. Combinées, elles produisent près d'un quart de l'électricité du pays.

Hongrie

Quatre centrales nucléaires fonctionnent à Paks, produisant environ 33% de l'électricité du pays.

Lituanie

Deux centrales nucléaires fonctionnent à Ignalina, produisant environ 80% de l'électricité du pays.



Slovaquie

Six centrales nucléaires fonctionnent à Bohunice et à Mochovec, produisant collectivement quelque 57% de l'électricité du pays.

Slovénie

Une centrale nucléaire fonctionne à Krsko, produisant environ 40% de l'électricité du pays.

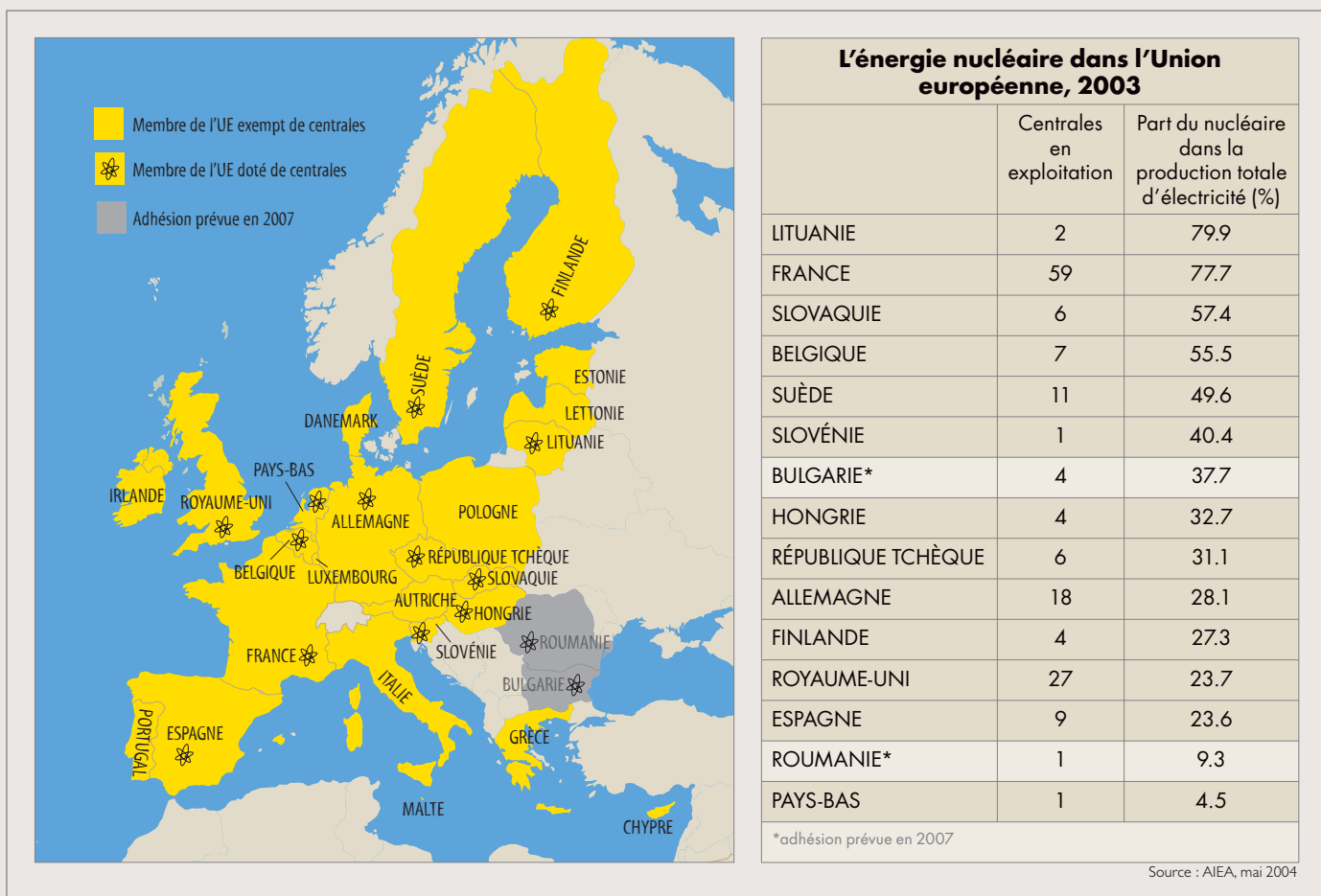
Les nouveaux membres vont accroître de près de 450 millions, dans l'Union élargie, le nombre de personnes utilisant l'énergie nucléaire. Avant l'élargissement, un tiers environ de l'électricité produite par le nucléaire dans le monde était consommée dans l'Union européenne. Le nucléaire était également la principale source

d'énergie utilisée pour produire de l'électricité, devant le charbon (29%) et le gaz (15%). Comme il a été noté à une récente Conférence européenne sur l'énergie à laquelle participait le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, l'avenir du nucléaire est contrasté et les pays font face à des choix importants.

Outre les cinq nouveaux membres, huit pays exploitent des centrales nucléaires : l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Parmi eux, quatre (Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Suède) ont décidé d'abandonner progressivement le nucléaire, la Finlande prévoyant, quant à elle, de construire davantage de centrales.

Lors de la conférence, M. ElBaradei a énoncé trois grands défis que le nucléaire va devoir relever en Europe et dans d'autres pays : élaborer des stratégies mondiales et nationales précises de gestion et de stockage du combustible usé et des déchets radioactifs ; garantir un niveau élevé de sûreté ; et améliorer la sécurité nucléaire.

L'AIEA attache une grande importance à la sûreté des centrales nucléaires de l'Europe comme du reste du monde. De son côté, l'Union européenne a adopté, en vue du futur développement de l'énergie nucléaire dans l'Europe élargie,



un ensemble de mesures de sûreté et de mesures connexes. La coopération mondiale en matière d'énergie et de sûreté nucléaires prend la forme d'examens réalisés par des confrères, d'échanges de données d'exploitation et de conventions juridiques.

Les cinq nouveaux membres de l'Union européenne dotés de centrales nucléaires ont, par exemple, adhéré à la Convention sur la sûreté nucléaire, qui fixe des critères liés aux garanties de l'AIEA. Chacun de ces pays a présenté un rapport à la dernière réunion d'examen, qui s'est tenue en 2002.

L'élargissement de l'Union signifie un accroissement de la capacité de production d'origine nucléaire, mais aussi la fermeture de certains réacteurs, conformément aux accords d'adhésion. La Lituanie doit fermer ses deux centrales d'ici à 2005 et 2009, respectivement, et la Slovaquie deux de ses six centrales en 2006 et 2009, bien qu'elle en ait deux autres en construction. La Bulgarie,

qui doit rejoindre l'Union en 2007, doit envisager pour cela des fermetures similaires.

En ce qui concerne les garanties nucléaires, qui servent à vérifier le respect de l'engagement pris par les États d'exploiter l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques, les cinq nouveaux membres de l'Union européenne sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et ont conclu, avec l'Agence, des accords de garanties. Ils ont également signé ou ratifié des protocoles additionnels qui confèrent aux inspecteurs de l'AIEA un droit élargi d'accès aux sites et aux informations.

L'Union européenne : rappel historique

L'élargissement de l'Union européenne a porté le nombre de ses membres de 15 à 25. Les nouveaux membres sont les

suivants : Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Malte et Chypre. La Roumanie et la Bulgarie comptent les rejoindre en 2007.

L'Union européenne a été fondée sous le nom de Communauté économique européenne (CEE) par le Traité de Rome en 1957 pour promouvoir l'intégration économique et politique de l'Europe. De six membres à l'origine (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas), la CEE s'est développée pour accueillir le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark en 1973 ; la Grèce en 1981 ; l'Espagne et le Portugal en 1986 ; enfin, l'Autriche, la Finlande et la Suède (anciens membres de l'Association européenne de libre-échange) en 1995.

Pour tout renseignement, consulter le site www.iaea.org/NewsCenter/News/2004/energy_eu.html